

Réunion GT Argumentaire du 6 avril 2019

Université Polytechnique des Hauts-de-France, Valenciennes

Présents:

Cyril Ballereau
Michel Cucchi
Bertrand Guillot
Annie Rauwel
Olivier Sénéchal
Brigitte Simonot
Michel Simonot
Joëlle Tournay

1. Tour de table

Annie Rauwel

Institutrice à la retraite. J'étais engagée dans la Coalition Climat 21 lors de la COP 21 à Paris, puis dans EPLC HdF et le collectif Flandre Climat. Engagements autres : Artisans du Monde, CCFD-Terre Solidaire, Mouvements d'Action Catholique, Terre de liens.

Olivier Sénéchal

50 ans, professeur en génie industriel à l'Université Polytechnique Hauts de France à Valenciennes, chargé de mission PAC4T (Pilotage des Actions contre le dérèglement Climatique, ses Causes et ses Conséquences sur le Territoire), animateur du collectif EPLC Valenvesnois, membre de Greenpeace.

Cyril Ballereau

35 ans, Chargé de missions Développement Durable (DD) auprès d'un Groupe International dans le domaine de la logistique, comptant douze années d'expérience professionnelle dans la fonction, ayant débuté dans le secteur de l'Industrie métallurgique. Convaincu depuis de longues années qu'une « transition écologique » est encore possible. Soucieux de protéger notre Planète. Désireux s'inscrire dans une démarche collégiale de protection du Climat. Membre de l'association Greenpeace depuis mon adolescence en tant que soutien des initiatives à titre symbolique. Et, cela va de soi, volontaire commis d'office dans les actions en faveur de l'Environnement. C'est par ces racines que je m'engage dans les diverses assemblées et groupe de travail déployés au sein de l'EPLC.

Michel Simonot Médecin généraliste retraité, je m'intéresse à la santé publique dans la région et plus particulièrement dans le Bassin Minier, je suis délégué régional du Réseau Environnement Santé.

Bertrand Guillot 39 ans, Ingénieur Energie Renouvelables près de 15 ans d'expérience dans les projets de mitigation du changement climatique et d'autonomie énergétique. A participé à plusieurs groupes de travail autour des politiques énergétiques nationales et européennes et peut partager ses contacts du milieu scientifique autour des enjeux de transition énergétique.

Joëlle Tournay Je suis retraitée de l'Education Nationale. Je ne fais partie d'aucune association. Je suis écolo et évidemment très sensibilisée aux problèmes du réchauffement climatique que je partage entre autres, avec un atelier d'écriture que j'anime au sein de la Maison d'Arrêt de Valenciennes.

2. Echanges avec le collectif « Ensemble pour le climat Valenvesnois »

Quels sont les besoins d'un groupe territorial auxquels le GT argumentation pourrait répondre ?

Les groupes locaux ont besoin d'éléments pour exposer les arguments aux élus à convaincre et leur faire des propositions, avec l'aide d'institutions telles que le CD2E (Jean-François Caron), Rev3 (mais ce programme régional est peu en lien avec les citoyens). Entre-t-on dans une mission de conseil et d'accompagnement ?

Les notes ne sont pas des revendications, ce sont des synthèses d'éléments techniques et scientifiques généraux sur un sujet donné, que le groupe local peut particulariser à sa problématique locale

Des exemples de sujets : dimensions techniques et financières de la transition énergétique Notre GT produit-il aussi des éléments d'ordre économique, financier, institutionnel (mécanismes de financement et d'accompagnement).

Avoir la population avec soi, expliquer ce que les gens risquent : une fois que cela est acquis, l'association a du vent dans les voiles.

3. Sujets abordés

Santé environnementale

Ci-dessous, la définition de l'OMS Europe de 1994 (alors que même la définition de la santé de l'OMS de 1946 n'est pas reconnue en France).

Définition de la santé environnementale (OMS Europe, Conférence d'Helsinki, 22 juin 1994) *La santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures.*

Prioriser les démonstrations du lien de causalité entre climat et santé et de la pertinence de certaines solutions

« Licence sociale » (Bertrand Guillot)

Le concept de licence sociale (Social License to Operate) représente la capacité d'une entreprise à faire accepter les conséquences de ses activités par la population locale qui y est confrontée, ses employés et la société de manière générale, et cela indépendamment des lois et des réglementations.

Par exemple, la capacité du secteur de l'énergie fossile à se présenter comme une activité dont la disparition causerait une catastrophe économique et sanitaire est sa principale arme pour se

soustraire aux contraintes liés à l'accélération du changement climatique et rendre inopérants l'essentiel des arguments contre lui.

Cette question limite fortement l'utilisation des arguments autour de la santé : quelqu'un qui a été persuadé que sortir des énergies fossiles oblige à revenir au Moyen-Age et perdre 40 ans d'espérance de vie ne sera jamais réceptif à un argumentaire de santé parce qu'il accepte l'idée que la pollution est un mal nécessaire pour obtenir la qualité de vie moderne.

Ce « pessimisme technologique » qui fait croire à tous qu'il n'existe aucune autre alternative ne peut se combattre que par la création d'un « optimisme technologique » mettant en valeur des initiatives concrètes.

Co-gestion citoyens/associations/élus des problématiques climat, énergie, santé (type « Agenda 21 »)

Attention aux dérives anti-démocratiques.

4. Mise en œuvre des décisions de la Plénière EPLC HdF du 9 mars

Identification des deux référents du groupe

Michel Cucchi, Annie Rauwel et Cyril Ballereau, et potentiellement chacun(e) des présent(e) à la réunion.

Relations avec la coordination régionale

La coordination régionale d'EPLC Hdf est missionnée pour exprimer les besoins des comités locaux en soutien, en particulier sur le plan des argumentaires à faire valoir (en fonction de leur niveau de généralité pour la région). Le groupe de travail peut aussi s'auto-saisir de sujets sur lesquels il possède l'expertise.

5. Proposition de sujets pour les prochaines notes de synthèse

1) Cycles du plastique et incinération

Augmentation prévisionnelle de 50% du tonnage des déchets incinérés (passage de 80 000 t à 120 000 t), avec des impacts sur le relargage de gaz à effet de serre, en plus de résidus toxiques. Avec 138 incinérateurs, la France est championne du monde de cette industrie, chaque incinérateur équivalant à 3,5 millions de voitures. Lutter contre le caractère « vert » de tels projets, en considérant les déchets – notamment plastiques – comme source d'énergie renouvelable (centres de valorisation énergétique).

Pour autant, la question de l'incinération est jugée secondaire dans la lutte contre l'effet de serre, et

la solution de capter et réutiliser le CO2 émis n'est pas pour le moment rentable, donc ce sera dur de mobiliser sur quelque chose de concret. Enfin, aucun chef de file ne se mobilise pour entraîner un groupe de travail sur ce terrain.

2) Impacts potentiels du projet Tropicalia (Serre tropicale) vers Berck

Pas une priorité compte-tenu des infos sur le sujet et de son caractère spécifique et local.

3) Financement des politiques climatiques

Au sein de l'Association Agir pour le Climat, qui promeut le Pacte Finance Climat, le départ de Pierre Larouturrou en campagne pour les européennes a conduit à sa reprise par Bruno Léchevin, ancien directeur de l'Adème, en tant que délégué général. Parmi les réorientations envisagées, il s'agit de partir du bilan des financements existants, d'y ajouter les différentes propositions et d'établir différentes solutions de financement possibles, depuis l'échelle Européenne (et le projet de Traité pour le climat et la biodiversité) jusqu'aux politiques nationales et locales (fiscalité écologique). Parmi les propositions dans ce domaine, le but serait d'étudier leur cohérence et leur appropriation par les associations régionales. Le groupe Argumentation pourrait fournir par exemple un outil permettant d'identifier les mécanismes de financement pour chacune des actions envisagées particulières.

Ce travail se fait en commun avec l'association Agir pour le climat. Parallèlement, Bruno Léchevin doit s'appuyer sur ce travail de défrichage pour rencontrer d'autres économistes produisant leurs propositions dans le domaine du financement des politiques climatiques, voir leur harmonisation possible, identifier les désaccords et tenter de les surmonter, enfin parvenir idéalement à une plateforme commune de financement. Un premier objectif pour ce travail est début juin. Nous aurons le renfort de quelques personnes pour atteindre une petite dizaine de contributeurs.

Chef de file : Michel Cucchi

Autres membres :

- EPLC : Dominique Duchemin, Cyril Ballereau
- Hors EPLC : Dominique Claraz (Marseille), Richard Herbach (Belfort), Hervé Cellard (Toulouse), Alain

Nathan (Lyon), Michel Laupières (Lyon), Jérémy [Nom ?] (Lyon).

4) Démocratie énergétique

Le raccordement des hauts de France au réseau de gaz national suite à l'abandon des gisements du Pays-Bas (projet Tulipe) devrait coûter 800 millions d'euros et enfermer le territoire pour des décennies dans le choix des énergies fossiles. Bertrand souhaiterait proposer d'autres solutions pour des communautés de citoyens autour des grands projets de la région (développement de réseaux de chaleur solaire, projet d'autoroutes de la chaleur de la MEL, rénovation de masse Energysprong et DoReMi), qui mobilisent surtout les entreprises et bailleurs sociaux mais peu les citoyens malgré le gain de pouvoir d'achat potentiel. L'enjeu est de permettre la constitution d'un collectif via EPLC puis le (se) présenter au CD2E de Loos-en-Gohelle comme relais (accessoirement devant Rev3).

Chef de file : Bertand Guillot

6. Proposition de mise en place d'un sous-groupe dédié à l'analyse d'un projet structurant

Mise en œuvre d'une coalition d'acteurs (centres de recherche, industriels, finance verte, ONG internationales, etc.) pour construire une alternative au projet gazier Tulipe dans la région (Bertrand Guillot).

Pour la prochaine réunion, B. Guillot envoie une note synthétisant la problématique que le GT argumentation diffuse pour appeler à entrer dans la composition de ce groupe.

Prochaine réunion

Samedi 11 mai 9h30-12h

« La mare aux têtards »

Place de la mairie (en face de l'église, à droite de la mairie)

salle 1er étage (au-dessus d'une garderie)

Boëschèpe (Flandres)

Au moins deux autres personnes de Flandre Climat viendront à la rencontre.

From:

<https://collectif-climat-hdf.frama.wiki/> - **Collectif ensemble pour le climat Hauts de France**

Permanent link:

<https://collectif-climat-hdf.frama.wiki/argcr060419>

Last update: **2019/05/22 13:50**

